

DÉCOLONISER
LES ARTS
>>>

Racisme et Exclusions

Des travailleur.Se.s racisé.e.s
du monde des arts et de la culture (artistes et employé.e.s)
s'expriment sur la politique du confinement
et ses conséquences.

DÉCOLONISER LES ARTS

Juin 2020

Document réalisé par Leïla Cukierman, Gerty Dambury, Jalil Leclaire, Léonce
Henri Nlend, Pascale Obolo, Charlotte Tsang King Sang, et Françoise Vergès.

Contact : decoloniserlesartsenfrance@gmail.com
Copyright Association Décoloniser les arts

Aborder les inégalités raciales dans le monde des arts

La politique de confinement, décrétée par le gouvernement le 17 mars 2020, a, plus que jamais, mis en lumière le caractère précaire de la situation des travailleur.Se.s du monde des arts et de la culture, où se croisent des inégalités de classes, d'âges, de genres et de sexualités. Des collectifs de travailleur.Se.s du monde des arts et de la culture ont organisé des rencontres en ligne pour discuter des formes de précarisation et de vulnérabilité auxquelles elles/ils faisaient face, et des réponses à y apporter.

Décoloniser les arts (DLA) a observé, lors de ces rencontres auxquelles des membres ont participé, l'absence d'une analyse concernant les conséquences du confinement sur les travailleur.Se.s racisé.e.s du monde des arts et de la culture. Le confinement avait-il accru leur précarisation, leur vulnérabilité et leur invisibilité et comment ? Comment avaient-elles/ils vécu l'inquiétude provoquée par la pandémie ?

L'association a alors élaboré un questionnaire, diffusé le 17 mai parmi les adhérent.e.s de l'association et au-delà. Nous n'avons cependant nullement l'intention de faire une enquête sur le mode des agences de sondage : croiser les catégories, faire attention aux marges d'erreur, garantir la représentation d'un échantillon large et divers. Nous voulions d'abord répondre à une question : « quel a été l'impact du confinement sur les travailleur.Se.s racisé.e.s du monde des arts ? », et solliciter des propositions. Ce document présente d'abord une analyse des réponses au questionnaire, puis des tableaux analytiques et des extraits de réponses aux questions ouvertes.

Une grande diversité d'appartenance

Les personnes qui ont répondu – majoritairement des femmes entre 25 et 60 ans, mais on note également une autodéfinition par la non-binarité – occupent des fonctions très variées autant dans la pratique artistique que dans le domaine technique, l'enseignement artistique ou la médiation culturelle. Cette grande diversité d'appartenance au monde de la culture s'accompagne d'une présence notable de personnes en lien avec le monde de l'édition et de l'écriture. La danse est, en revanche, le domaine où les praticien.ne.s se sont le moins exprimé.e.s. Cependant, même de manière infinitésimale, pas un domaine n'est absent, qu'il s'agisse de la mode, de la photographie, de la bande dessinée, du cirque ou de la réalisation cinématographique, cinéma d'animation compris. C'est donc pour nous la démonstration d'une présence des artistes racisé.e.s dans tous les domaines artistiques. Les réponses viennent

de France et de natifs des « outre-mer » vivant au pays ou temporairement en déplacement en Suisse ou au Québec. 12% des réponses viennent de salarié.e.s relevant des métiers de service, des métiers très importants à nos yeux, car nous luttons pour que les artistes et les institutions prennent conscience de la présence de personnes racisé.e.s dans leur administration comme dans les métiers de service (restauration, gardiennage et nettoyage souvent en sous-traitance, donc des postes très précarisés et sous-payés) Parmi ces personnels de service, 64% des personnes se placent dans la catégorie « administration », mais seul.e.s 3% d'entre elles occupent le poste d'adjoint.e de direction.

Notre questionnaire étant individualisé, il n'a pas permis pas de faire apparaître les problèmes qui se posent aux porteurs et porteuses de projets collectifs : metteurs et metteuses en scène racisé.e.s responsables d'équipe et se trouvant confrontés à des problèmes de gestion et de rémunération de leur personnel. Ce fait nous a été plusieurs fois signalé.

Précarisation et racialisation

Les réponses révèlent l'immense précarisation qui touche artistes et personnels de service. Parmi les personnes ayant répondu au questionnaire, intermittents du spectacle et auto-entrepreneur.e.s sont à quasi-égalité (chacun autour de 22%). L'addition des chômeur.Se.s non intermittents, des chômeur.Se.s au RSA, de celles et ceux qui accumulent de petits travaux alimentaires, et enfin des sans statut atteint 25%. Pour certain.e.s, leur faible revenu est resté le même qu'avant le confinement, mais pour une majorité, le confinement a signifié un fort recul de leurs revenus, et pour plus de 57 %, un arrêt total de toute activité. 75 % n'ont pas reçu les aides promises et dans 40% des cas, il y a eu une absence quasi totale de contact avec les structures avec lesquelles ces artistes s'apprêtaient à travailler. Tout cela leur fait redouter des lendemains particulièrement difficiles. Les rapports avec Pôle Emploi ont, de surcroît, été très peu productifs et parmi les intermittent.e.s, seul.e.s 18% pensent pouvoir retrouver leurs droits après cette période d'inactivité. Les autres s'orientent vers le RSA ou le chômage total sans possibilité d'indemnisation, et expriment une grande incertitude sur leur avenir. Ce qui est clair, et que confirment ces réponses, c'est que la précarisation est racialisée. Les personnes racisées disposant d'un moindre capital financier et social que les blanc.he.s sont toujours plus vulnérables, la structure raciale de la société accroît leur invisibilité et leur vulnérabilité. Plusieurs personnes ont indiqué ne pas avoir touché d'aides financières, contrairement à leurs collègues non racisé.e.s.

Le sentiment général est celui d'une exacerbation, causées par la politique de confinement, des inégalités (90%), du racisme (69%), du sexisme et des violences liées au genre (68%) et

de la violence de l'État et des corps d'État (79,5%). 77% des personnes qui ont répondu se sentent plus touchées par la crise sanitaire, économique et sociale, parce que racisées. L'incompétence du gouvernement dans la gestion de la pandémie est plusieurs fois soulignée.

L'angoisse, le stress, et la perte de repères ont été fortement ressentis à l'annonce du confinement (61.4%) et pendant le confinement (27.2%). Ce qui se dégage des réponses aux questions ouvertes, c'est, d'une part, la forte exigence d'une meilleure connaissance et d'une plus grande valorisation de récits non-européens et d'autre part, un fort pessimisme par rapport au futur (62,1%) vu le manque de confiance envers les institutions et l'État. L'aspect négatif de la dématérialisation des relations est souligné. « Imaginer » est mis en avant.

Décoloniser les arts : enseignement, histoire, pratiques

Les trois questions ouvertes étaient les suivantes :

- « *qu'attendez-vous d'une décolonisation des arts* » ?
- « *comment penser la crise actuelle avec une pensée décoloniale* »
- « *quels projets pour répondre aux urgences de la décolonisation* » ?

Les réponses indiquent une soif de connaissances sur le passé/présent colonial. Une forte demande d'invention de pratiques et de transmission décoloniales émerge, comme le désir de s'émanciper des normes et des cadres de la pensée occidentale fondée sur la hiérarchisation, le désir d'un enseignement qui ne soit plus euro-centré et d'une pédagogie plus inventive. Elles révèlent une aspiration à l'expérimentation, à des créations éphémères afin de ne pas fixer, de ne pas rigidifier une forme. La notion de « diversité », devenue le paravent d'une absence de réflexion de fond sur les discriminations dans le monde des arts et de la culture, est rejetée. Le fait de devoir sans cesse expliquer le racisme structurel est également pointé du doigt et bien des réponses pointent une exaspération devant ces perpétuelles explications qui ne débouchent sur aucun changement structurel. Le sentiment de fatigue devant le fait d'avoir à expliquer le racisme structurel, sentiment bien connu des racisés.e.s, est régulièrement exprimé. La colère est clairement assumée comme point de départ d'une transformation sociale. La décolonisation est envisagée comme un processus urgent et nécessaire. Est aussi clairement affirmé le fait que le monde des arts ne doit pas être conçu comme séparé des luttes sociales, de l'antiracisme politique et des combats contre le capitalisme néolibéral, responsable de la destruction systématique du monde. Le fait que les écoles d'art ne travaillent pas à un curriculum adapté tenant compte des différences de leurs étudiants, et leur refus de confronter le racisme systémique, est vécu comme une violence. Les exigences de réparation, d'égalité,

de respect sont souvent présentes. L'enchevêtrement des problématiques est clairement appréhendé : racisme, exploitation, justice environnementale, capitalisme, colonialité ne sont pas isolés les uns des autres.

Les participant.e.s ont accueilli le questionnaire avec soulagement et reconnaissance car en très grande majorité, elles/ils avaient le sentiment d'être les grand.e.s oublié.e.s de la crise du COVID à la fois comme travailleur.Se.s dans le monde des arts et de la culture et comme personnes racisées. Le besoin de se retrouver ensemble, de partager les difficultés et des questionnements communs, a été comblé par la mise en ligne de ce questionnaire. Décoloniser les arts remercie toutes les personnes qui ont répondu au questionnaire et ont, très généreusement, fait part de leurs sentiments, besoins et désirs.

Les réponses suggèrent à DLA des thèmes et des actions à poursuivre et développer, ou à élaborer, collectivement.

À poursuivre et développer :

- Diffusion de savoirs et de connaissance décoloniale, travail sur les processus d'invisibilité, travail sur de nouvelles formes de narration et de représentation (Université Décolonisons les arts)
- Publications

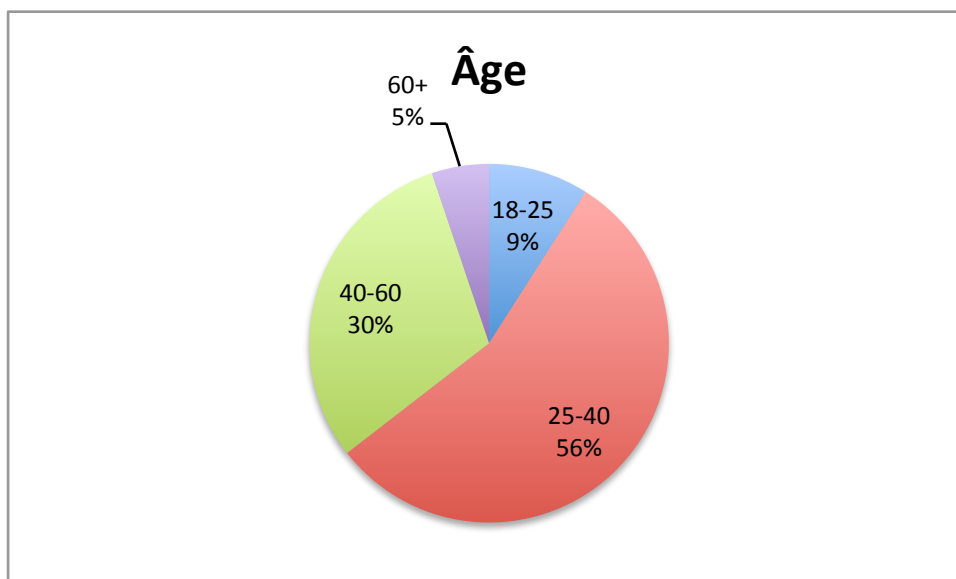
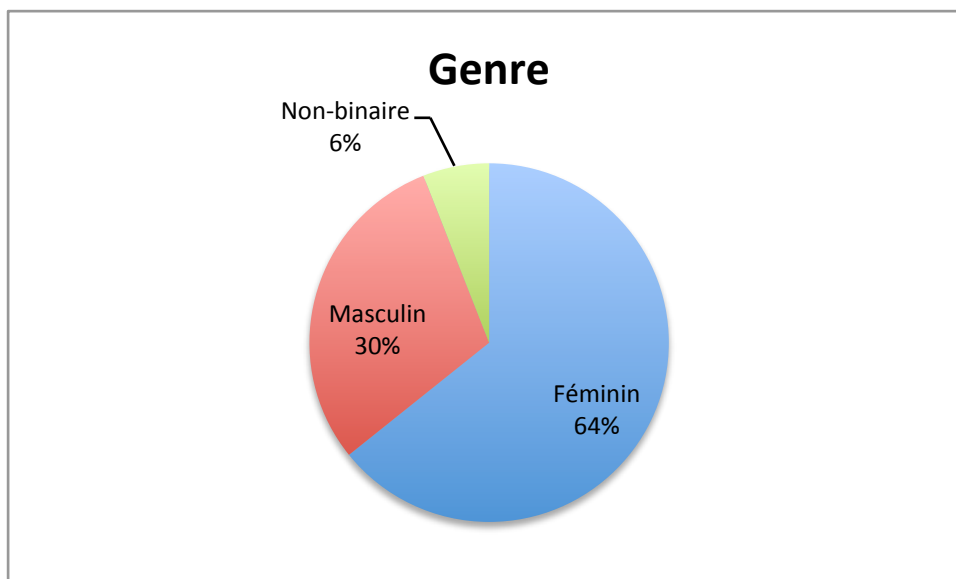
À élaborer et organiser :

- Déconstruction des structures de domination raciste
- Décolonisation et dé-racialisation du contenu de l'enseignement et des équipes enseignantes dans les écoles d'art
- Création d'espaces autonomes
- Une plus grande solidarité entre racisé.e.s pour une mise en commun des savoirs et des expériences

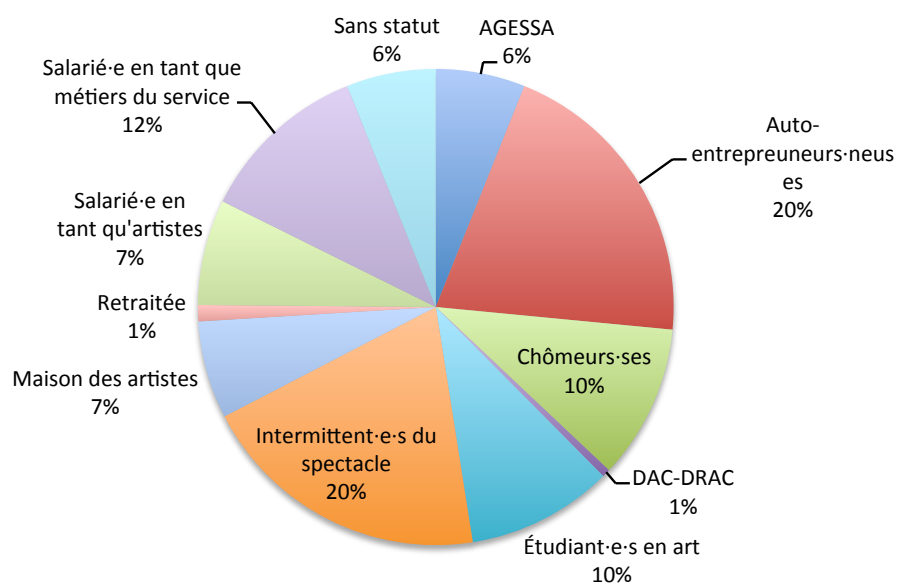
Pour nous, à DLA, il est clair que les syndicats et autres organisations de défenses des travailleur.Se.s dans le monde des arts et de la culture doivent prendre en charge les problèmes de défense de droit et d'aide qui sont spécifiques aux racisé.e.s, toujours plus vulnérables et précaires : aide juridique, soutien contre le racisme au travail, aide sociale.

Tableaux et extraits de réponses

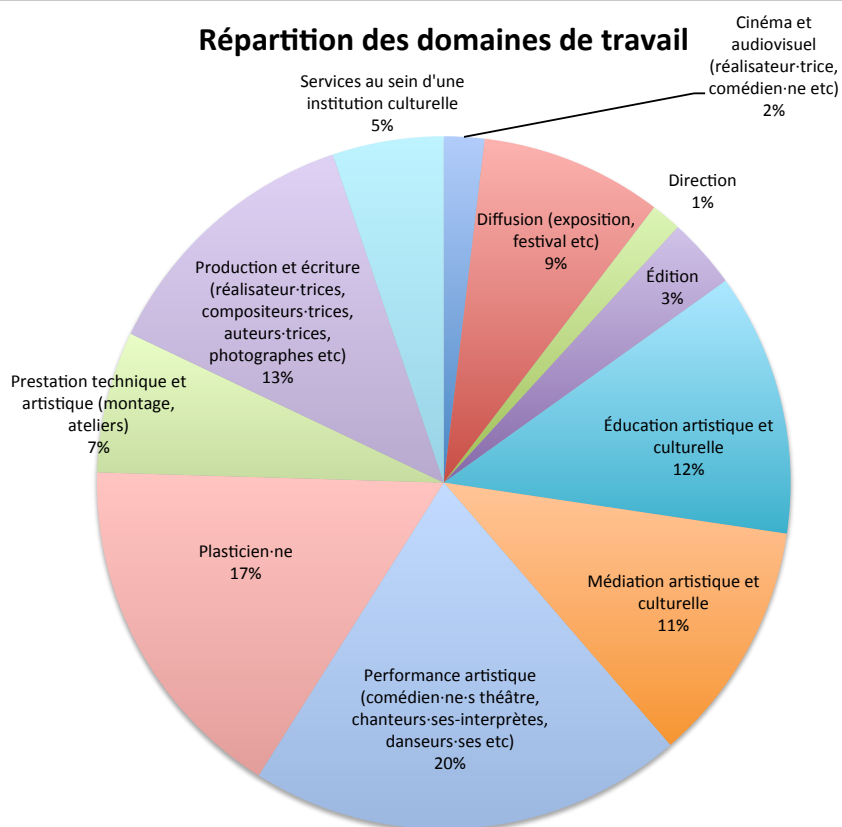
- Profil des participant·e·s



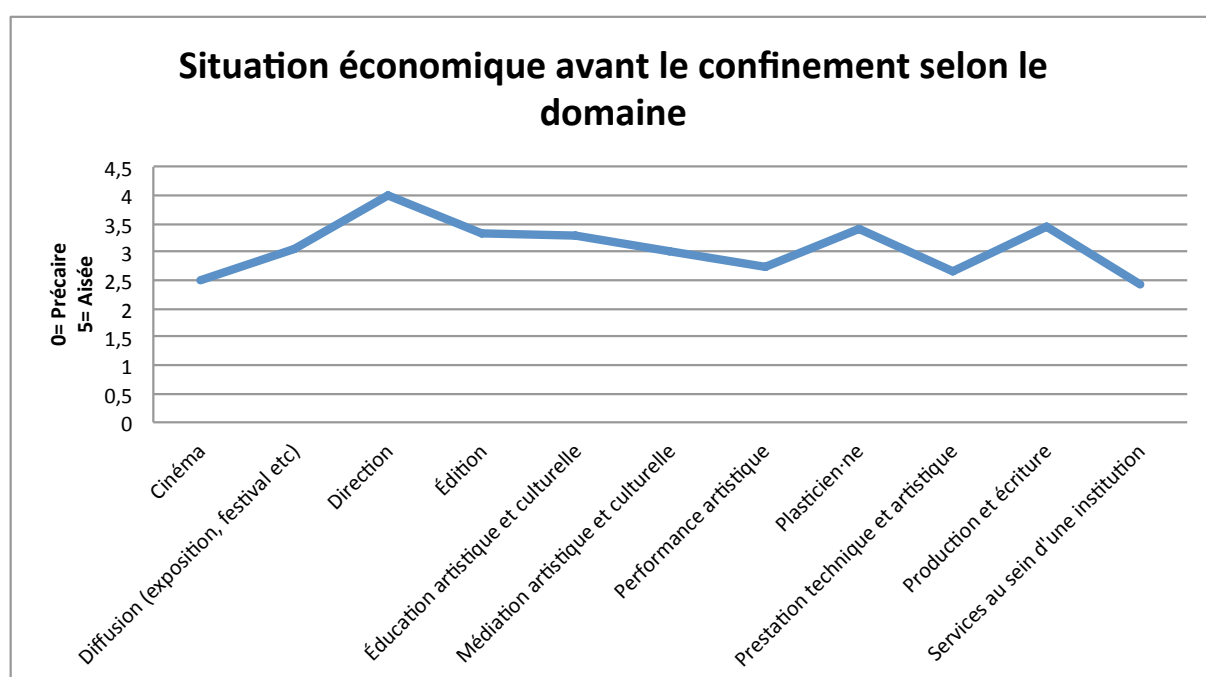
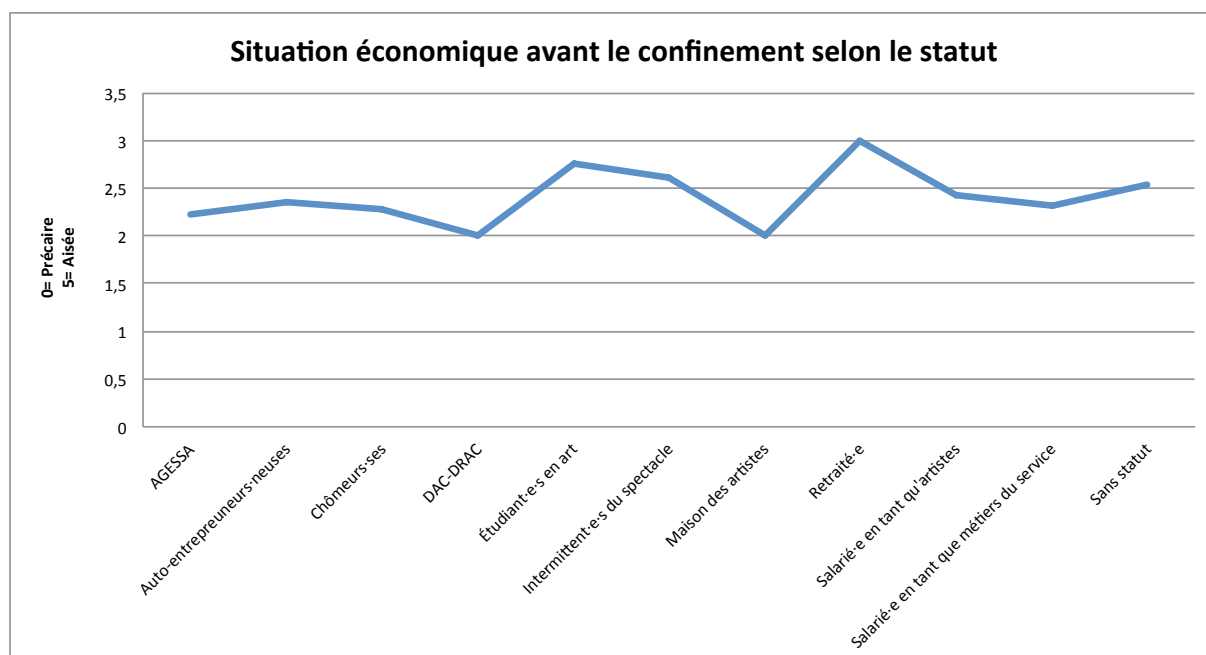
Répartition statut



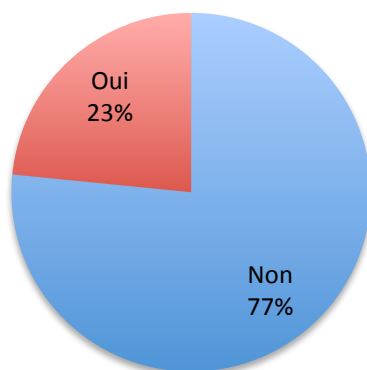
Répartition des domaines de travail



- Situation économique

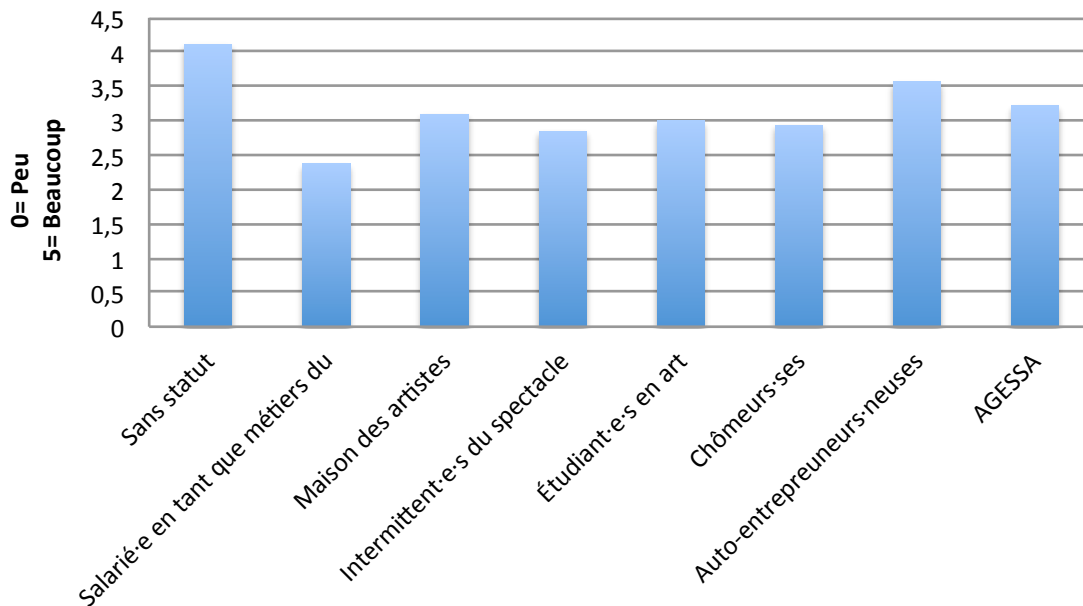


Avez-vous obtenu des aides ?

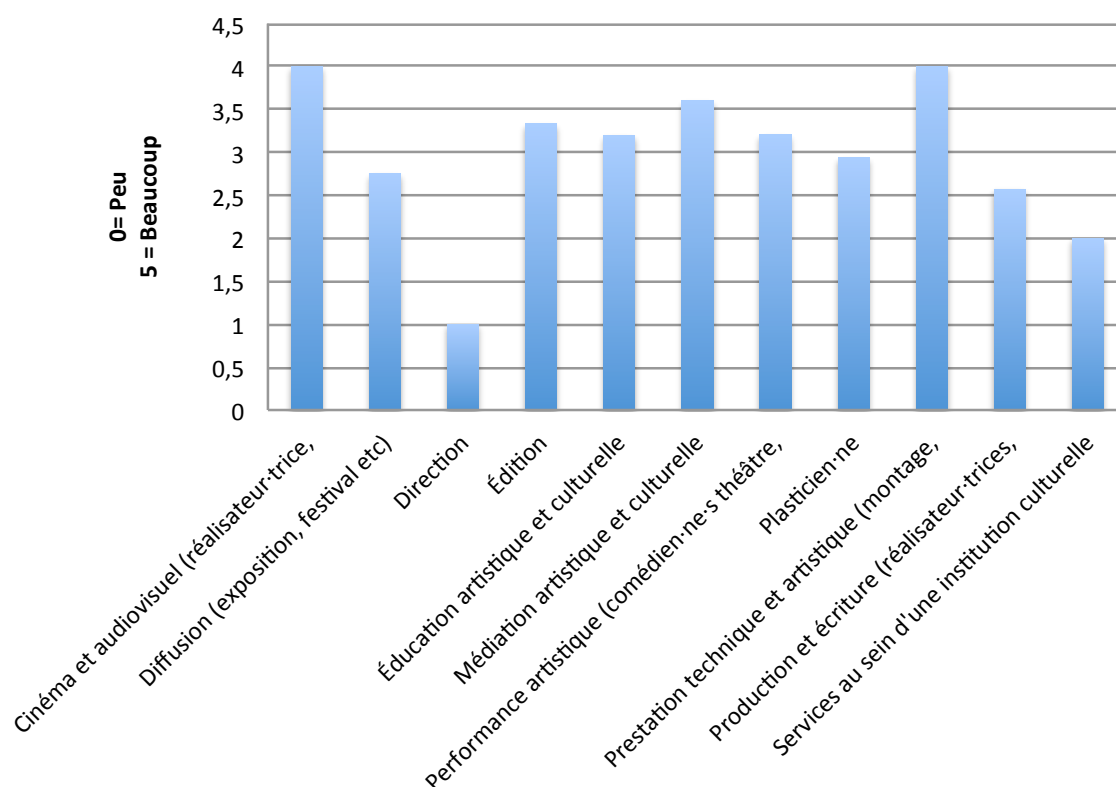


La majorité des participant·e·s déclare ne pas avoir reçu d'aides de pôle emploi.

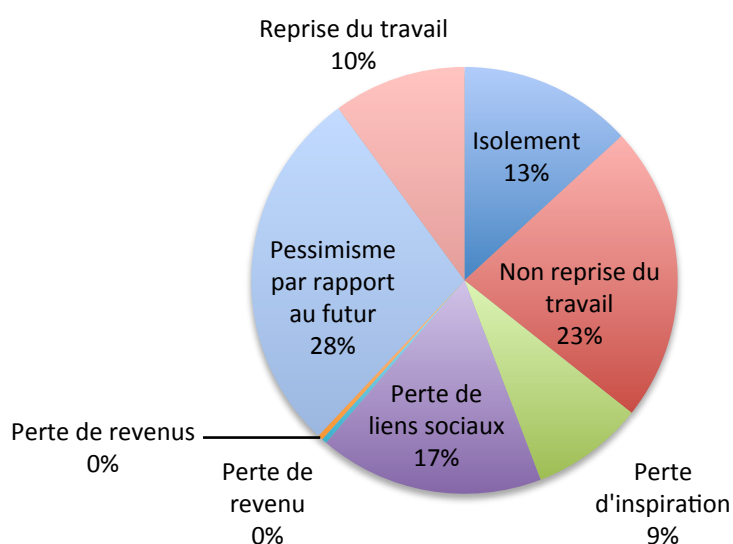
Évaluation pertes de revenus selon le statut



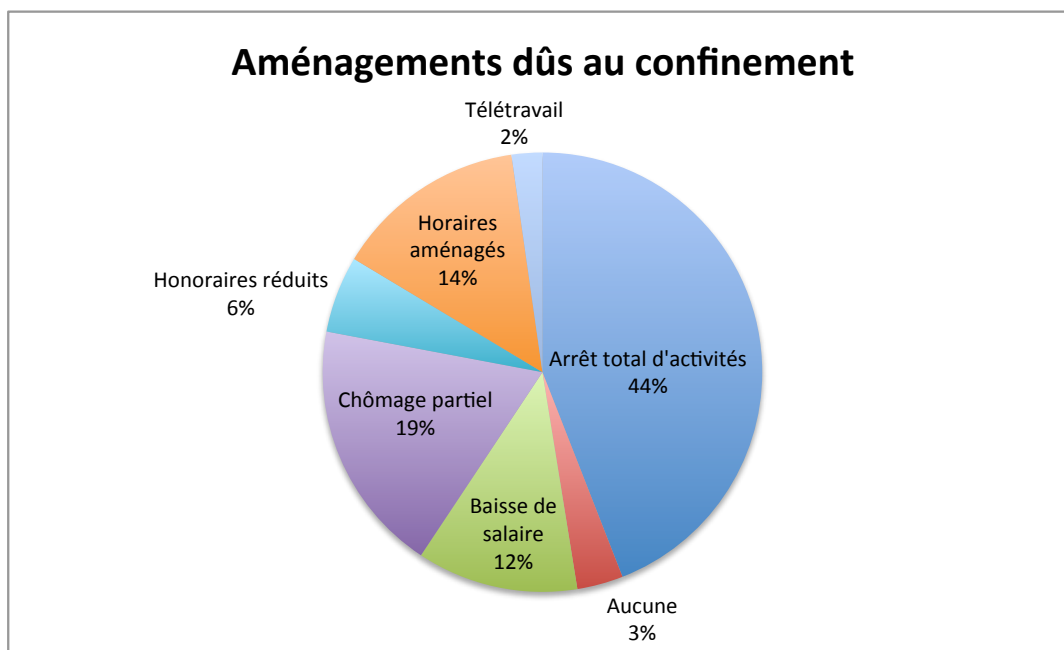
Évaluation pertes de revenus selon le domaine



Appréhensions vis à vis du futur



Beaucoup redoutent les annulations et l'oubli du secteur culturel dans les politiques gouvernementales. D'autres redoutent une deuxième vague de la pandémie ou ont la crainte que la pandémie « n'aura pas permis de remettre réellement notre système en question ». Certain.e.s envisagent même de changer de métier, persuadé.e.s que continuera « l'exclusion des plus fragiles, le système ultra libéral et sa prédation structurelle » et étant « fatiguée de lutter contre tout ».



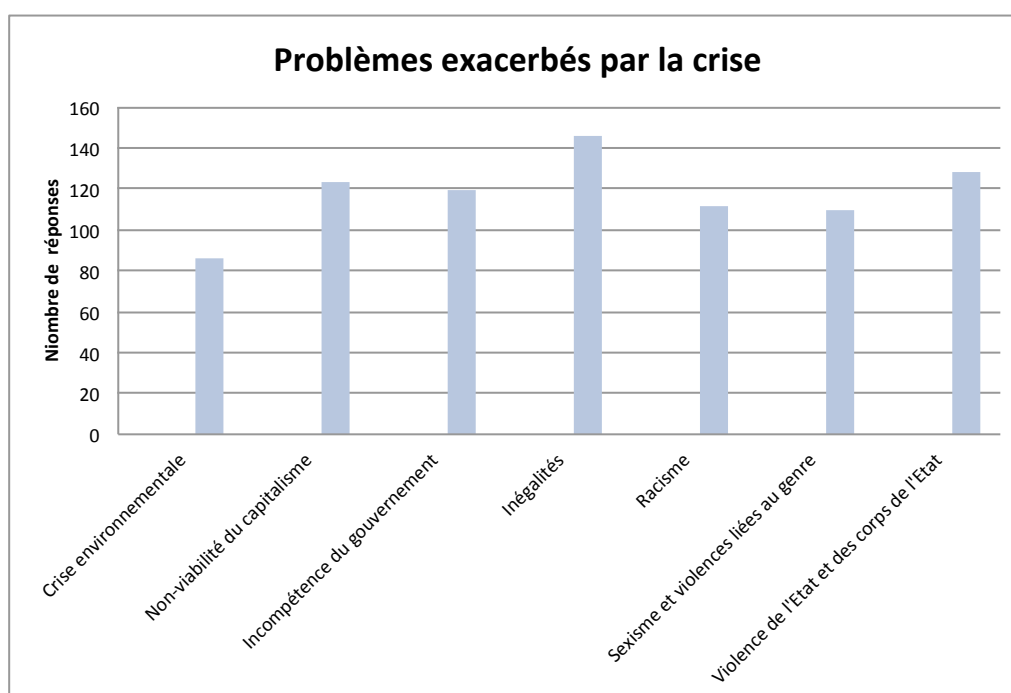
La majorité des personnes ayant le statut d'intermittent-e-s du spectacle sont en chômage partiel, voire en arrêt total d'activités.

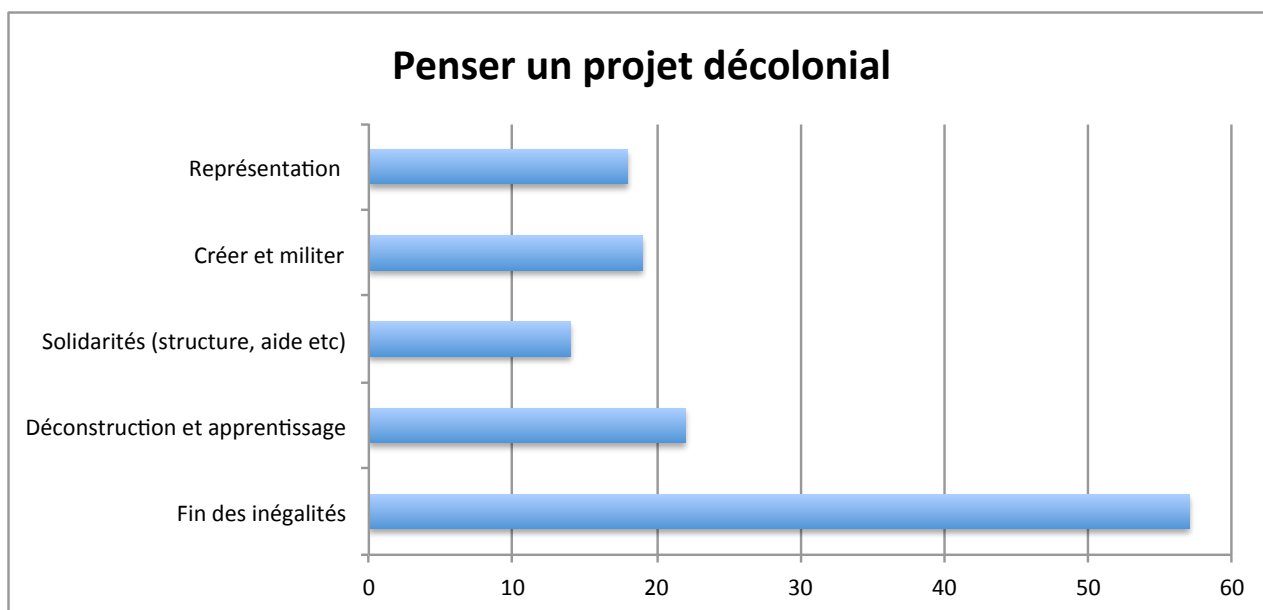
En grande majorité, les auto-entrepreneurs-ses ont eu, un arrêt total d'activités.

La plupart des étudiant-es ont déclaré avoir touché une bourse juste avant le confinement.

Parmi les personnes interrogées, certain-es ont dû « quitter Paris, ne pouvant plus payer leur loyer », d'autres ont « perdu les mécènes pour les projets culturels » et beaucoup ont dû reporter leur activité. D'autres pensent que les répercussions se verront dans l'avenir, à cause notamment de l'absence de réponses de la part des institutions, d'annulations qui n'ont pas été compensées et d'« une baisse de revenus dû au manque de financements à l'avenir ».

• Projet décolonial





Mots revenant le plus souvent dans les témoignages pour définir un projet décolonial

Extraits de réponses aux questions ouvertes

Nous avons gardé la forme et le style des réponses.

« La question de la décolonisation est liée à la question du pouvoir politique et économique ; celles et ceux qui détiennent le pouvoir n'ont aucun intérêt à le lâcher. C'est donc un combat d'abord contre un système basé sur la prédation, pire c'est une guerre. Cette citation de Warren Buffet résume bien à situation : « Il y a une guerre des classes, c'est un fait. Mais c'est ma classe, la classe des riches, qui mène cette guerre et qui est en train de la gagner. »

« La classe dominante pourra concéder des petits aménagements mais en réalité il faut la faire tomber, bâtir un monde plus équitable, répartir les richesses, sortir des classifications instaurées par cette classe dominante qui fait la pluie et le beau temps (...) LA LIBERTE NE SE MENDIE PAS ELLE S'ARRACHE. Il faut donc construire des stratégies de luttes pour sortir de ce système qui nous empoisonne tous. »

« La crise nous a montré un rapport de force inversé. Les fameux « invisibles » de la nation, à savoir les femmes et les racisé.e.s, ont largement mis à mal l'incompétence de l'Etat en montrant à quel point leur présence et leurs activités dans des domaines cruciaux étaient indispensables : hôpitaux, entretiens et ménages, éboueurs... la crise doit s'appuyer sur cette démonstration de force dont iels ont fait preuve ».

Nous devons « mettre en évidence les injustices et les inégalités qui y ont été reflétées », notamment « les différences d'accès aux structures et financements auxquels ont accès des artistes blanch-es », « car les inégalités sociales exacerbées sont aussi des inégalités raciales, dans l'exposition aux risques, l'accès à la santé, à la nourriture, aux moyens de subsistance. Le libéralisme-capitalisme est fondé sur une exploitation coloniale foncière, matérielle, humaine à grande échelle, qui crée aussi le désastre écologique. Pour penser la crise, il faut penser décolonial », « parce qu'on le voit déjà que ce sont les héritier.e.s de la colonisation qui trinquent sur le terrain, dans la Seine St Denis, et dans tous les boulots liés au service, il n'y a pas de raison que ça s'arrête à nos métiers de l'art et la culture », « car c'est une situation qui révèle (si il fallait une preuve supplémentaire...) que ce système capitaliste est mortifère et sa compréhension, pour son abolition nécessite une lecture, entre autres, décoloniale. »

« Les instances de pouvoir devront jouer « le jeu des réparations en donnant des financements et des programmes qui permettent l'expression autonome et autogérée des descendant.e.s de l'oppression coloniale » pour « déconstruire et remettre en cause ces systèmes de hiérarchie et d'inégalités dans les institutions culturelles ». Cela signifie « l'abolition des privilèges, surtout le privilège blanc », « qu'ielles commencent par prendre conscience de leurs privilèges et qu'ils soient solidaires avec ceux/celles qui ne les possèdent pas ». « Les équipes de programmation et des équipes administratives », « tout comme les « plateaux » devront ressembler « à la France actuelle ». Les dominant.e.s doivent « faire une pause, arrêter de s'accaparer les moyens et les récits des dominés ».

Il faut garantir « la possibilité aux personnes racisées de pouvoir accéder à des postes à responsabilités dans les institutions culturelles (programmation, direction, régie générale), être dans les distributions et responsables des projets » pour « qu'ielles regagnent en estime, en leur culture et en leur histoire ».

« Une prise en charge de l'histoire coloniale française par l'état se fait aussi au niveau de la culture, celle-ci ne doit pas être oubliée du programme décolonial plus général comme elle a été oubliée des plans de soutien du Covid. »

Des politiques de réparation sont nécessaires : « les instances de pouvoir (doivent) jouer le jeu des réparations en donnant des financements et des programmes qui permettent l'expression autonome et autogérée des descendant.e.s de l'oppression colonial ».

Il faut « une meilleure écoute des projets » des dits « outre-mer » et « des opportunités également réparties » sur ces terres doivent avoir lieu.

« Les femmes trans, lesbiennes, les personnes non-binaires et racialisé.e.s » « doivent avoir une plus grande place » et une politique de « réparation quant à la livraison des ressources et espaces » à leur égard, doit être mise en place.

La crise a mis en difficulté les personnes « qui disposent d'un passeport talent artiste » et pour ces personnes : « il n'est pas humain de nous garder les mains liées, enfermés dans des limitations du droit au travail, quand notre activité professionnelle toute entière est menacée. Il faut ouvrir le droit au travail à tous les artistes étrangers. »

La « restitution des pièces d'artistes volées » doit s'accomplir.

« C'est comme si l'art était déjà « confiné », enfermé dans de trop grandes institutions ».

Le système doit nous « épargner la pitié de la diversité. Cette pitié crasse, paternaliste des artistes racisé.e.s qui abordent dans leurs œuvres une histoire du monde où chacun.e trouve sa place honorable. »

Il faut « décoloniser les imaginaires », en finir avec « l'objectivation des noires et corps noirs », « arrêter de programmer la noirceur et les corps déviants comme des thématiques mais plutôt donner ses ressources aux corps noirs », « mettre fin aux quotas » et « inventer une autre manière de faire de l'art, de le produire, qui sorte des cadres légitimés ».

« Tout objet d'art devrait pouvoir être identifié historiquement : quelles sont les conditions de production ; une dé-hiérarchisation des savoirs et des cultures ; la possibilité de pas se sentir obligé de s'assimiler à une culture dominante pour "réussir", pour être entendu ; avoir la possibilité de s'identifier à d'autres modèles. »

On doit envisager un « rapport à la culture, plus festif, plus joyeux » avec des « artistes racisé.e.s qui réinventent les manières de se représenter le monde, les corps », notamment à travers des créations qui seraient « plus éphémères, avec des programmations qui s'adaptent au temps présent, et non plus prévues deux à trois ans à l'avance »

La décolonisation des arts « éveillera les consciences ». Elle « libérera la parole, diversifiera les contenus, démocratisera la pratique théâtrale et construira des réseaux d'entraide entre artistes » soit « de l'aide, de l'autonomie et plus de respect ».

Parmi les projets envisagés par les personnes ayant répondu au questionnaire :

- *Continuer mon travail artistique, c'est ma seule arme*
- *Relancer la coordination décoloniale*
- *Un parcours de formation décoloniale en ligne*
- *BD mettant en valeur la culture des Antilles*
- *Ecriture de textes sur nos vécus*
- *Temps de transmission : stages, workshops*
- *Diffusion en masse et gratuite*
- *Participer à toutes les luttes possibles*
- *Création autour de l'exil et du non accueil à partir de récits d'exiléEs, un recueil de contes bilingue de cinq cultures représentées parmi les exiléEs*
- *Ateliers de photographies, d'écritures et de lectures sur certains de nos leaders*
- *Interpeller les élus les plus « friendly » sur les questions liées à l'islamophobie, au racisme, aux violences policières...*
- *Tribunes*
- *Traduire et diffuser un maximum le WIG (White institution Guide for welcoming artists of color and their audience)*
- *Portraits de personnes*
- *Créer un festival pour apporter cet éclairage au plus grand nombre*